

INCENDIE AU CENTRAL TELEPHONIQUE DE LA GRANDE-POSTE D'ALGER

3,7 milliards de centimes de pertes

L'hypothèse d'un acte de sabotage à l'origine de l'incendie du central de la Grande-Poste est d'ores et déjà écartée. Les pertes financières, suite à ce sinistre survenu vendredi matin, s'élèvent à 3,7 milliards de centimes. C'est ce qu'a indiqué le P-dg d'Algérie Télécom (AT), Khierredine Slimane.

Meriem Ouyahia - Alger (Le Soir) - Hier, au lendemain de l'incendie survenu à 4h30, à la Grande-Poste, c'était le branle-bas de combat. Plus de 300 agents d'Algérie Télécom, de la Société des eaux et assainissement d'Alger (SEAAL), de la Protection civile, de Sonelgaz étaient à pied d'œuvre pour coordonner les travaux des différentes équipes et rétablir les liaisons des lignes télé-

phoniques. Sur place, notamment au niveau de la grande porte, côté Zighoud Youcef, les traces du sinistre sont encore visibles. Une inondation a été observée dans les galeries d'où l'intervention de la SEAAL. Cette dernière a dû ainsi couper l'alimentation en eau potable aux habitations avoisinantes. Par ailleurs, une fuite de gaz a été décelée, ce qui a conduit à l'interruption des travaux

durant une heure et demie à partir de 13h. Le courant électrique a pu être également rétabli.

Les agents d'Algérie Télécom pouvaient donc effectuer leurs travaux sans avoir à recourir au groupe électrogène. «Les techniciens en lignes ont dû travailler sans arrêt toute la nuit avec un groupe électrogène. Ils ont tiré les câbles et ont détecté ceux défectueux. Ils les ont enlevés pour les remplacer par de nouveaux», a expliqué un agent sur place.

Les localités situées sur les hauteurs ouest d'Alger à l'image des Tagarins, El Biar, les Sept-Merveilles et Témerny sont les plus touchées par les perturbations

téléphoniques.

Contacté, le P-dg d'Algérie Télécom a expliqué que 70 câbles ont brûlé suite à ce sinistre.

Le rapport de la police judiciaire n'a pas encore été finalisé mais de visu, a souligné le P-dg d'Algérie Télécom, l'hypothèse d'un acte de sabotage est écartée. «La détérioration des câbles ne peut être mise en cause du fait qu'ils sont renouvelés périodiquement», a-t-il ajouté.

Cette structure névralgique n'a pas été, de ce fait, l'objet d'un acte de sabotage ou d'acte de terrorisme. Ce centre est le cœur palpitant des télécommunications au niveau d'Alger-Centre et alimente

près de 39 000 abonnés à la téléphonie fixe et des clients de GSM d'Algérie Télécom ainsi que l'ensemble des institutions et établissements publics de la capitale. Aussi, les pertes sont importantes.

Selon, le P-dg d'AT, elles sont évaluées à près de 37 millions de dinars. «Il s'agit du manque à gagner et des pertes techniques», a-t-il souligné. Et d'ajouter : «Les lignes officielles ont commencé à être rétablies et tous les abonnés ont accès aux lignes nationales.»

Khierredine Slimane estime : «D'ici 20 heures (hier, ndlr), l'opération sera finalisée à hauteur de 90%.» Dans la soirée de vendredi dernier, à 22h pré-

cisément, près de 19 000 lignes ont été déjà rétablies.

Quant aux dégâts occasionnés à l'architecture de la Grande-Poste, le P-dg d'AT dira que seuls les câbles, qui ont fondu, des galeries souterraines et certains bureaux ont été touchés. Une commission d'enquête sera installée dès la fin des travaux pour déterminer les causes exactes de cet incendie.

En raison de la panne d'électricité, certains services ont été interrompus à la Grande-Poste tels que les services des CCP, de Western Union ou encore des versements accélérés.

M. O.

Lettre ouverte à nos amis démocrates tentés
par les législatives 2007

L'Algérie vit une grave crise politique multiforme marquée essentiellement par :

- la perte de confiance et la rupture consommée entre gouvernés et gouvernants ;

- la volonté du pouvoir pour la «standardisation» et l'«homogénéisation» de la classe et de la vie politiques pour les fondre dans un même moule, avec un multipartisme de façade soumis à un système omnipotent ;

- une parodie de vie démocratique avec des partis, des associations, et des acteurs aux ordres, dont l'objectif assigné est le partage illusoire et dérisoire du pouvoir ;

- un verrouillage de plus en plus prononcé de la vie démocratique avec la restriction et la répression des libertés ainsi que la réduction de l'espace démocratique (vie syndicale autonome, vie associative...);

- le recul des partis, réduits pour beaucoup au seul exercice de «recrutement» de candidats aux élections ;

- le recours constant à la manipulation, allant jusqu'à encourager des congrès parallèles au sein d'un même parti pour semer la division, la confusion et encourager des «courants réformistes», jetant le doute dans les esprits dans une opinion perplexe et désorientée, recourant jusqu'à l'interdiction de congrès de

partis légaux ;

- le mépris des préoccupations fondamentales des citoyens frappés par une paupérisation, une misère et un chômage des plus criants malgré l'embellie financière grâce aux pétrodollars ;

- le choix délibéré pour une politique néolibérale où bureaucratie et corruption inhibent toute relance économique sérieuse, laissant le pays sous la dépendance totale des hydrocarbures, sans aucune projection pour l'avenir des générations futures. Le pouvoir a ainsi réduit le paysage politique à une image caricaturale avec :

- des chambres parlementaires réduites à des institutions creuses et croupions, banales caisses de résonance et d'enregistrement, la politique de coopération prévalant au sommet celle du consensus à la base ; des journalistes et des chroniqueurs ont déjà remarquablement qualifié en des termes crus et percutants ces organes et la course effrénée aux élections ;

- la bousculade pour des postes parlementaires par des opportunistes en mal de partage de miettes de la rente, n'hésitant pas à changer sans état d'âme de parti, voire à s'inscrire sous la houlette d'ersatz de partis, qui ne se manifestent qu'au moment des rendez-vous électoraux, certains payant le prix fort pour leur

candidature ;

- des alliances contre nature qui se dessinent, des dialogues qui s'annoncent et se profilent allant jusqu'à gommer l'histoire sanglante récente que le peuple algérien a vécue ces dernières années ;

- des projets de rassemblements antinomiques sont inspirés aux fins de diviser le camp des démocrates ;

- des partis à la recherche de candidats potentiels ayant de «l'épaisseur», leur fussent-ils étrangers. Dans un tel contexte, aller aux élections c'est :

- s'engager dans un leurre quand on sait, et on ne cessera jamais assez de le marteler, que le pouvoir ne donnera que des miettes et des strapontins ;

- plutôt qu'un compromis, c'est prendre le risque d'aller vers une compromission des plus dangereuses pour l'avenir de la démocratie, une compromission dont les effets pervers ont été déjà vérifiés lors d'expériences malheureuses dans un passé récent ;

- cautionner, malgré soi, un système et son mode de gouvernance manœuvriers à l'extrême, et lui fournir l'alibi démocratique qu'il s'est toujours efforcé d'obtenir, un système dont la seule préoccupation est de perdurer et de se reproduire, comme nous l'avons affirmé à maintes reprises ;

- favoriser, malgré tout, la division du camp démocratique que le pouvoir n'a eu et n'aura de cesse de provoquer par tous les moyens ;

- finalement, c'est tomber dans le piège de la crédibilisation de l'alliance islamiste conservatrice au pou-

voir et la conforter, car le résultat est inéluctablement connu d'avance, l'issue démocratique du scrutin étant illusoire.

Amis démocrates, il serait peu réaliste de penser que le rapport des forces et l'ordre établi pourraient être changés de l'intérieur. Il apparaît contradictoire, pour beaucoup de citoyens, de se battre pour les libertés démocratiques et s'inscrire ou s'aligner en même temps sur le programme présidentiel, ou bien d'avoir des velléités de faire partie d'un gouvernement dont les actions répressives contre ces libertés sont de notoriété publique. Loin de vouloir s'ériger en donneur de leçons, notamment à des aînés et à ceux qui s'engagent bien avant moi dans le combat démocratique, amis démocrates, non, vous ne pouvez pas succomber à la tentation de la participation, non, vous ne devez pas aller à ces élections en sachant que la fraude sera là comme vous l'avez déclaré, en sachant qu'une grande partie du camp démocratique sera absente et que l'opinion citoyenne, de façon générale, montre de jour en jour sa lassitude face à une campagne électorale artificielle et grotesque, et une indifférence totale à l'égard de ces joutes.

Dispersés, aller vers ces urnes truquées d'avance serait faire fi des combats passés que vous avez menés et remettre en question des convictions si chèrement défendues et payées, et ceci au profit d'une banale figuration certaine, dans des institutions

non représentatives du peuple où l'opposition ne sera sûrement que symbolique, voire une caution au système. L'Histoire implacable restera le juge de nos actions et de nos engagements. Amis démocrates, mettons de côté les divergences secondaires du passé, les querelles désuètes de prestige et de leadership ; agissons de concert pour rassembler toutes les forces de progrès, comme vous l'avez souvent souhaité, rassemblons-nous !

C'est dans une union forte que nous réussirons à changer le rapport de force jusque-là établi par un pouvoir qui ne cherche qu'à le maintenir coûte que coûte, par la roublardise, la tricherie, la manipulation et la corruption. La seule alternative, rappelons-le encore une fois, reste la constitution d'un front républicain démocratique fort et l'organisation d'états-général républicains qu'un pacte national républicain scellera autour d'un projet de société tourné vers la modernité et le progrès et pour une alternative démocratique authentique. Si cette alternative démocratique demeure l'objectif ultime pour le front républicain en vue de l'instauration d'un système, d'une gouvernance et d'une vie réellement démocratiques, une étape de transition démocratique pourrait être envisagée afin de préparer cet aboutissement ultime, de façon à éviter toute approche irréaliste ou aventuriste. Une transition (les espoirs suscités dans les années 90 et 2004 furent malheureusement vite étouffés dans l'œuf) qui engagera des

Par Abdelhak BERERHI*

réformes politiques profondes, avec notamment la mise en place d'institutions politiques démocratiques, représentatives, des balises républicaines pérennes, des réformes économiques et sociales résolues pour combattre la misère, le chômage, les inégalités, l'injustice sociale... pour la prise en charge effective des problèmes de la jeunesse... pour la valorisation de la place et du rôle de la femme... Bref, une transition pour redonner confiance au peuple dans un Etat républicain et démocratique fort, un Etat qui prend en charge les préoccupations des citoyens, une transition pour préparer les conditions objectives pour la réussite d'une véritable alternative démocratique écartant de façon définitive tout despotisme et toute dérive obscurantiste, et donner au peuple algérien sa souveraineté pleine et entière.

Les jeunes, les femmes, tous les citoyens n'attendent que d'entrevoir les prémices d'un changement réel pour reprendre espoir pour l'amélioration de leurs conditions de vie dramatiques et insoutenables. Le premier geste dans cette direction, le premier signal fort capable de faire renaître cet espoir, sera le boycott de cette parodie démocratique, le boycott de cette mascarade électorale à laquelle se livrent les tenants du pouvoir dans le seul souci de maintenir le peuple asservi et dépossédé de ses prérogatives légitimes.

Alger, le 24 mars 2007
*Secrétaire général
du CCDR

DÉCÈS

La famille Aïssat a la douleur de faire part du décès de Aïssat Achour, survenu le 24 mars, à l'âge de 55 ans.

L'enterrement aura lieu aujourd'hui 25 mars.

La levée du corps se fera de son domicile sis au 176, rue Med Belouizdad, Belcourt, Alger.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.